

SYMCRAU

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tube Sud
13800 ISTRES
Site Web: www.symcrau.com

BORDEREAU D'ENVOI

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE
Tél : 04.42.56.64.86
Mail: contact@symcrau.com

Liste des pièces adressées le
A
Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
Délibération : Réponse à l'appel à initiatives de l'Agence de l'eau pour l'expérimentation de Paiements pour Services Environnementaux	N° 30/19	19 décembre 2019

Fait à Istres le

La Présidente du SYMCRAU,



ACCUSE DE RECEPTION :

Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

(Tampon-dateur de la Sous-Préfecture)

Sous-Préfecture d'Istres

24 DEC. 2019

Courrier arrivé



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 30/19

Objet de la délibération : Réponse à l'appel à initiatives de l'Agence de l'eau pour l'expérimentation de Paiements pour Services Environnementaux

L'an deux mille dix neuf
et le dix-neuf décembre
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni,
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

Étaient présents :

- Membres à voix délibérative :
Mme Monique ARAVECCHIA, Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, Mme Corine BOUYA,
Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, M. Xavier DUFOUR, M. Yves GARCIA, Mme
Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY-BALAND, M. Daniel HIGLI, M. Louis LESCOT, M.
Jean-Pierre MUTERO, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN,
- Pour les membres à voix consultative :
Néant
- Procurations :
Néant

Membres à voix délibérative en exercice : 31

Membres à voix délibérative présents : 16

Procuration : 0

Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 16

Secrétaire de séance : Mme Mireille HENRY

Rapporteur : Mme Céline TRAMONTIN

L'expérimentation vise à tester sur des territoires volontaires la mise en place de rémunération des agriculteurs pour des services environnementaux rendus liés aux enjeux biodiversité et eau.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre du plan national biodiversité présenté le 4 juillet dernier ainsi que dans la feuille de route du gouvernement sur la ressource en eau à la suite des assises nationales en la matière :

« Nous consacrerons 150 M€ d'ici 2021 dans le cadre du 11^e programme des agences de l'eau pour expérimenter, sans attendre la prochaine PAC, de nouveaux outils de paiement pour services environnementaux (PSE).

Ces outils permettent de reconnaître les efforts des agriculteurs lorsque leurs pratiques contribuent directement à l'environnement, au-delà de la réglementation (...) Ces PSE viseront prioritairement à valoriser les pratiques de préservation des sols et de restauration de la biodiversité (plantations de haies, restauration de mares, préservation des prairies...). Ils pourront accompagner les démarches ambitieuses de sortie des herbicides et notamment du glyphosate par le développement du couvert végétal.

Nous inciterons les agriculteurs à augmenter les surfaces en prairies permanentes et les éléments semi-naturels du paysage ».

Dans le cadre du dispositif PSE, il est envisagé que les actions réalisées par les agriculteurs fassent l'objet de contrats pluriannuels de 5 ans avec le financeur, et qu'elles s'inscrivent dans le cadre de projets territoriaux portés par des opérateurs identifiés (collectivités territoriales, syndicats de bassins versants, syndicats d'eau potable...).

L'inscription dans une logique de projet est également prévue avec la réalisation d'un diagnostic territorial, la définition d'objectifs, la mise en place d'une animation dédiée, et la construction d'un plan d'actions.

Dans un premier temps, cadre du présent appel à initiatives, **l'agence de l'eau recherche des territoires volontaires pour décliner le dispositif PSE** à leur échelle, en élaborant des **projets de territoire**, afin de préparer la mise en place de l'expérimentation. Un ordre de grandeur de 10 à 20 projets territoriaux sont attendus sur les bassins Rhône Méditerranée et Corse dans le cadre de cet appel à initiatives. Les candidatures sont à remettre au plus tard le 31 janvier 2020 et la sélection des candidatures retenues sera notifiées en mars 2020.

Le portage des projets territoriaux attendus est **exclusivement réservé aux collectivités** et leurs groupement (communes, EPCI-FP, syndicats).

Les structures porteuses de la démarche PSE seront chargées ultérieurement, à l'issue de la phase d'élaboration du projet territorial, d'assurer la gestion de l'instruction et du paiement des dossiers individuels des agriculteurs. Par conséquent, elles devront proposer dans leur étude un mode d'organisation permettant d'assurer ces missions.

Sont attendus, des projets territoriaux en faveur de l'eau et de la biodiversité répondant aux objectifs du SDAGE et de son programme de mesures (PDM) sur les espaces à enjeux pour l'atteinte du bon état écologique sur les bassins Rhône-Méditerranée et Corse :

- ✓ Les projets situés, en tout ou partie, sur une aire d'alimentation de captage prioritaire (AAC) ;
- ✓ Les projets territoriaux situés, en tout ou partie, sur les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable et les zones de sauvegarde associées ;
- ✓ Les projets territoriaux situés, en tout ou partie, sur des territoires cohérents à forts enjeux biodiversité liés à la trame bleue et plus particulièrement à forts enjeux de restauration du fonctionnement des milieux aquatiques et humides ;
- ✓ Les projets territoriaux situés, en tout ou partie, sur des territoires cohérents à forts enjeux biodiversité liés à la trame turquoise (cf ci-dessous) ;

La « **trame turquoise** » se définit comme l'espace fonctionnel nécessaire à la bonne expression de la biodiversité aquatique et humide. Elle est composée d'espaces naturels secs et humides, (zones humides, cours d'eau, pelouses, prairies, forêts, ...), ainsi que de formations végétales linéaires ou ponctuelles (haies, mares...). La « trame turquoise » englobe la partie de la trame verte en interaction forte avec la trame bleue.

Le mode de rémunération :

Ce dispositif vise à permettre la rémunération des services environnementaux rendus par les agriculteurs, grâce à deux types d'activité :

- ✓ **la gestion des structures paysagères** ou « infrastructures agro- écologiques (IAE) » : il s'agit d'éléments du paysage entretenus par l'activité agricole, qui présentent un intérêt environnemental objectivable et significatif. Ces IAE comprennent les haies, bosquets, arbres isolés, ripisylves, jachères, murets, bandes enherbées, bandes fleuries, mares, zones humides présentes dans la SAU. La liste précise des IAE doit être définie localement, en fonction des enjeux environnementaux du territoire. Deux indicateurs relatifs à ce domaine d'activité sont appréciés dans la grille d'analyse des PSE (voir annexe 4) ;
- ✓ **la gestion des systèmes de production agricole** : de manière générale, il s'agit des Systèmes de Production Economes en Intrants (SPEI) qui maximisent le recours aux ressources propres des agro-écosystèmes, dont ils dépendent (potentiel nutritif des sols, équilibres écologiques – liés au niveau de biodiversité – contribuant à la régulation des populations de ravageurs et de parasites...), tout en essayant dans le même temps de minimiser le recours aux ressources exogènes tels qu'engrais minéraux, produits phytopharmaceutiques, énergies fossiles, etc... Quatre indicateurs relatifs à ce domaine d'activité sont utilisés dans la grille d'analyse des PSE et traitent des caractéristiques des systèmes de production agricole et de la valorisation des ressources de l'écosystème (en lien notamment avec l'azote, voir annexe 4).

Valeurs associées aux services environnementaux :

Les aides octroyées en tant que PSE sont des aides surfaciques (€/ha) liées à l'obtention de résultats, relatifs aux caractéristiques des systèmes de production et de gestion des structures paysagères. Elles correspondent à la part des valeurs attribuées par le présent régime aux services environnementaux, appréciée **annuellement sur la base d'indicateurs et d'un barème de notation adaptés aux territoires.**

Le régime d'aides attribue des valeurs plafonds (dites « valeurs guides » dans la notice descriptive MTES) à ces services. Quatre valeurs sont ainsi définies par le présent régime, elles caractérisent les services environnementaux maximum (SE max) qu'est susceptible de rémunérer la puissance publique.

Rémunération €/ha	Gestion des structures paysagères	Gestion des systèmes de production agricole
Création -Transition	676	260
Entretien – maintien	66	146

La détermination du montant de rémunération annuelle au niveau d'une exploitation agricole se fait en croisant ces valeurs guides avec les valeurs des indicateurs de résultats de l'exploitation, traduits en note de 0 à 10.

Cette logique de rémunération dotée d'une grande souplesse permet de s'adapter à la diversité des situations. Les indicateurs sont à choisir en fonction des modalités d'actions choisies par le porteur de projet.

Articulation avec les aides de la Politique Agricole Commune (PAC)

Les aides relevant du présent régime de PSE, à finalité environnementale, sont cumulables avec les aides du premier pilier à finalité économique (droits à paiement de base, paiements couplés).

Il ne peut y avoir cumul de PSE et de MAEC (y compris Conversion à l'Agriculture Biologique) sur une exploitation agricole. Enfin, il peut y avoir cumul des PSE avec des aides à l'investissement relevant des PDRR, sauf pour ce qui concerne les aides aux « investissements non productifs » visant des objectifs communs à ceux du présent dispositif de PSE (création de haies, ...).

Le contenu du dossier de candidature

Le dossier présenté doit donner une vision claire de l'ambition et de la cohérence du projet, de ses grandes composantes/actions, et le mode de pilotage envisagé. Au stade de candidature de l'appel à initiatives, le dossier n'a pas vocation à être aussi complet et détaillé que celui qui suivra la sélection. Il prendra la forme d'une note d'intention, de 3 à 5 pages maximum, décrivant les éléments suivants : le contexte du projet (territorial, environnemental, agricole,...), Les motivations (objectifs, intérêt de l'outil pour le territoire, notamment au regard des dispositifs/actions déjà engagés), la gouvernance, la description de la méthode qui sera mise en place pour établir le projet de territoire.

Sélection des projets

La sélection des projets sera réalisée par l'agence de l'eau en fonction des critères suivants :

- La priorité aux projets d'envergure avec un nombre d'agriculteurs potentiellement significatif,
- La qualité du projet au regard des enjeux eau et biodiversité,
- L'ambition des actions de restauration de la qualité de l'eau et de la biodiversité, s'inscrivant dans une logique de pérennité des pratiques agricoles,
- Les projets multi-partenariaux dont les objectifs partagés sont définis,
- L'existence d'une dynamique agricole avec une volonté de travail en commun des agriculteurs,
- Les projets de territoires sur lesquels existent une caractérisation de l'agriculture et des pratiques agricoles, des connaissances en écologie et la définition des enjeux,
- Une répartition équilibrée des types d'espaces, des pratiques agricoles, et entre les régions des bassins Rhône Méditerranée et Corse.

Les attendus après sélection des candidatures

Il s'agit en pratique de définir sur les territoires retenus :

- Un projet de territoire sur 5 ans reposant sur un état des lieux du territoire, permettant d'identifier des enjeux, des objectifs, et définissant un plan d'actions ;

- Un cadre de rémunération (définition des indicateurs de résultat en rapport avec les objectifs du projet de territoire) et ses modalités de détermination et de suivi (valeurs minimales et maximales des indicateurs) ;
- L'ambition du projet au niveau du territoire et la réponse apportée par rapport aux enjeux du SDAGE et établissant un montant indicatif du coût du projet au niveau du territoire, ainsi que la liste des agriculteurs susceptibles de s'engager ;
- Les besoins en personnel/matériel/logiciel nécessaires pour la mise en place d'une organisation mettant en œuvre les activités suivantes : animation territoriale et accompagnement des agriculteurs pour leur engagement dans la démarche, instruction des dossiers individuels d'agriculteurs, mise en paiement, contrôle, évaluation du dispositif, communication afin de partager au niveau du bassin l'expérience acquise, dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Agence pour la mise en œuvre du PSE territorial.

Les projets doivent être engagés avant le 31 décembre 2020,

Taux d'aide

Les aides apportées au titre du présent appel à initiatives correspondent au financement de l'animation territoriale de montage du projet et des études préalables en phase d'émergence et de préparation des PSE.

Le taux d'aide de l'agence peut aller jusqu'à 70% du montant éligible du projet.

A l'issue de l'appel à initiatives, après validation du projet de territoire réalisé sur les territoires sélectionnés et le dépôt d'une demande d'aide spécifique, les paiements pour services environnementaux eux-mêmes seront financés à 100% par l'Agence de l'Eau.

Lors de leur mise en œuvre opérationnelle, l'animation du dispositif PSE par les structures porteuses pourra continuer à être financée à 70%.

Une opportunité pour la Crau

L'agriculture présente sur la Crau :

Type de culture	Territoire Crau (en Ha)	Zones de sauvegarde (en Ha)	Contractualisés en MAEC (en Ha)
Prairies irriguées	14 000	4 836	8 744
Vergers	3 067	431	
Oliviers	1 391	205	
Grandes cultures	2 702	464	
Maraichage	1 031	250	
Parcours sur Coussouls	15 029	1 678	3 651

Le lien entre l'agriculture et l'environnement est une spécificité de l'agro-système Craven :

- l'irrigation gravitaire des prairies fourragère recharge la nappe à plus de 70%
- la nappe et les canaux alimentent des zones humides patrimoniales

- l'élevage ovins extensif entretient un milieu ouvert favorable aux espèces floristiques et faunistiques endémiques des coussouls
- les pratiques culturelles historiques : production fourragère et pastoralisme apportent peu d'intrants. Elles contribuent ainsi au maintien du bon état chimique de la nappe de Crau. Les pratiques de désherbage chimiques sur certains linéaires de filioles pourraient toutefois être améliorées en particulier en zone de sauvegarde.
- l'arboriculture intensive est présente sur le territoire et dans les zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable. Généralement modernisées, ce dispositif pourrait toutefois accompagner de nouveaux efforts dans la gestion des intrants en particulier en zone de sauvegarde.

Pré-identification des enjeux à titre indicatif

<p>→ Enjeu : Quantitatif/ recharge de la nappe et gestion optimisée de l'eau = bon état quantitatif</p> <ul style="list-style-type: none"> → fonction d'usage = potentiel de prélèvement en zone de sauvegarde → fonction écosystémique : zones humides, <p>→ Pratique agricole à encourager dans le dispositif : maintien/dév des prairies irriguées par les canaux alimentés par l'eau de Durance/nivellement des prairies irriguées</p> <p>→ Territoire concerné : territoire Crau</p> <p>→ Mesure : Gestion des systèmes de production (pratiques agricoles)</p> <p>→ Portage : SYMCRAU légitime</p>
<p>→ <u>Enjeu</u> : maintien d'une qualité de l'eau compatible avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> → la production d'EP en zone de sauvegarde → le maintien des habitats patrimoniaux dans les zones humides (marais à marisques en particulier) <p>→ <u>Pratique agricole à encourager dans le dispositif</u> :</p> <p>1/Diminution des intrants //limitation du nombre de passage // favoriser le pâturage en inter-rang, ...</p> <ul style="list-style-type: none"> - arboriculture - filiales - maraichage ? <p>2/ Conserver une pression de pâturage compatible avec le maintien de la qualité de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> - parcours sur les coussouls et les prairies <p>3/ favoriser la polyculture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arbo et maraichage <p>→ <u>Territoire concerné</u> : zones de sauvegarde</p> <p>→ <u>Mesure</u> : Gestion des systèmes de production (pratiques agricoles)</p> <p><u>Portage</u> : SYMCRAU légitime</p>
<p>→ <u>Enjeux</u> : biodiversité liée à la trame turquoise à définir</p>

De réels atouts à faire valoir au regard des critères de sélection :

- la présence de zones ciblées dans l'appel à initiative : zones de sauvegarde et trame turquoise
- un lien évident entre eau, biodiversité et agriculture
- des filières agricoles structurées, dynamiques et organisées collectivement
- une bonne connaissance du diagnostic agricole et environnemental ainsi que des enjeux associés
- une culture multi-partenariale ancrée (contrat de canaux, contrat de nappe, ...)

Ainsi la mise en place de paiement pour service environnementaux sur la Crau pourrait permettre un reconnaissance et un financement des prairies irriguées pour leur contribution à la recharge de la nappe pour les usages et les milieux, encourager l'optimisation des pratiques phytosanitaires sur tout type de culture en zone de sauvegarde, favoriser le maintien d'un pastoralisme extensif favorable au maintien du bon état chimique de la nappe de Crau et encourager la préservation des haies, filioles gravitaires, arbres isolés et autres éléments du paysage favorable à la trame turquoise.

Le Comité :

OUI l'exposé de Mme la Présidente,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

APPROUVE le principe de dépôt d'une candidature par le SYMCRAU pour expérimenter la mise en œuvre de Paiements pour Services Environnementaux sur la Crau aux fins de maintien du bon état de la nappe de Crau, préservation du potentiel de prélèvement en zone de sauvegarde (quantité et qualité), préservation et restauration des habitats pour la Biodiversité et ciblés sur :

- ✓ Le maintien des prairies irriguées pour leur contribution à la recharge de la nappe pour les usages et les milieux,
- ✓ L'optimisation des pratiques phytosanitaires sur tout type de culture en zone de sauvegarde,
- ✓ Le maintien d'un pastoralisme extensif favorable au maintien du bon état chimique de la nappe de Crau et à la biodiversité,
- ✓ La préservation des haies, filioles et autres éléments du paysage constitutifs de la trame turquoise dans les exploitations agricoles ;

APPROUVE le portage du projet de territoire et la gestion du dispositif (animation, instruction des dossiers et paiements des agriculteurs notamment) si la candidature est retenue à l'issue de l'appel à initiative dans les conditions de financement indiqué dans le règlement correspondant à savoir le financement des aides à 100% et le financement de la gestion du dispositif à 70% par l'agence de l'eau ;

APPROUVE la recherche de partenariats avec les acteurs du territoire (représentants de la profession agricole et gestionnaires de milieux, ...) ;

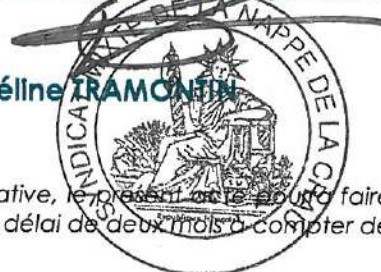
DIT que les crédits correspondant seront inscrits au budget 2020 ;

AUTORISE la Présidente à signer la délibération et les pièces correspondantes au dossier visé,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

La Présidente du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,

Céline TRAMONTIN



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.